

PAROLE D'EXPERT

Par **Didier GOUBERT**, responsable Projets
« Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée »
chez **ATD Quart Monde France**

Quelle est la genèse des Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée ?

Après 10 ans du projet pilote « Travailler et Apprendre Ensemble » à Noisy-le-Grand, basé déjà sur la logique du CDI, il nous fallait trouver un concept « acceptable » par l'État pour qu'il accepte un co-financement public de CDI pour les chômeurs de longue durée. L'idée de faire contrôler et maîtriser ces emplois-aidés localement au niveau du territoire a été l'argument permettant à l'État d'accepter l'expérimentation d'une telle formule.

Quelle a été la réception du projet par les élus des territoires concernés ?

Au début très dubitative : « Si vous arrivez à créer quelques emplois, ça ne sera déjà pas si mal ! » Puis, peu à peu, ils ont compris l'ampleur de notre projet, et du changement de société que cela représente localement, ils sont devenus très enthousiastes. Et ils se sont engagés fortement avec nous pour défendre le projet auprès du gouvernement.

À quelles réticences, difficultés... vous êtes-vous heurtés ; comment les avez-vous résolues ?

Essentiellement à des incompréhensions de personnes diverses qui avaient des difficultés à « sortir du cadre » socio-économique dans lequel nous vivons. La meilleure façon de les résoudre est de faire en sorte que les gens se rencontrent. La plus grande vertu de ce projet, c'est la dynamique de rencontre qu'il nécessite entre tous les acteurs du territoire, et notamment entre les acteurs économiques

du territoire (entrepreneurs, commerçants, artisans) et les personnes durablement privées d'emploi. Leurs regards les uns sur les autres changent fondamentalement !

Aujourd'hui, peut-on tirer un bilan de cette expérimentation ?

Il est encore trop tôt pour tirer un bilan. Les « entreprises à but d'emploi » n'ont que quelques mois d'existence. Mais les années de préparation sur le terrain, pour les territoires engagés sur le projet depuis le plus longtemps, ont déjà apporté un dynamisme aux territoires très encourageant. On ne souhaite pas précipiter les choses. L'expérimentation, qui doit durer 5 ans, doit être menée correctement à son terme avant qu'un vrai bilan ne soit porté.

Peut-on pousser l'expérimentation plus loin, voire la généraliser ? Qu'est-ce que cela implique ?

C'est beaucoup trop tôt pour parler de généralisation. Nous souhaitons simplement étendre l'expérimentation sur quelques dizaines de territoires supplémentaires, et surtout expérimenter un mode de financement plus pérenne que celui accepté pour l'instant par l'État.

Retrouvez de nombreux éclairages
pour guider votre action d'élu-e-s sur

www.forum.cef.fr

Deux mises à jour hebdomadaires !

PAROLE D'ÉLUE

Par Isabelle LOSS, conseillère municipale à Jouques (13)

Pour resituer les choses : combien y avait-il de chômeurs de longue durée à Jouques avant le démarrage du projet en novembre dernier ?

130 à 150 à l'origine, à corriger par l'effet de halo (les chômeurs non-inscrits à Pôle Emploi). On peut donc estimer leur nombre à environ 180 personnes, soit 9 % de la population active. C'était beaucoup, pour une petite ville de 4500 habitants !

Pourquoi Jouques a-t-elle été sélectionnée ?

Nous n'avons jamais eu de zone d'activité et d'entreprises... Par ailleurs, nous lançons une dynamique d'Agenda 21, avec un volet de développement social durable. Et surtout, une adjointe au maire avait créé une commission extra-communale de l'emploi (avec 15 bénévoles) toujours dynamique, travaillant sur l'insertion en partenariat étroit avec Pôle Emploi, la DIRRECTE, etc. C'est l'ensemble de ces facteurs qui a permis à notre dossier d'être retenu.

Au lancement du projet, y a-t-il eu des réticences au Conseil municipal ? Qu'est-ce qui l'a convaincu de lancer Jouques dans l'aventure....

Il y a eu deux vagues de craintes. La première, liée à l'incrédulité : « ça ne marchera pas, ça ne sera qu'un feu de paille, et après, la situation sera pire qu'avant ». Mais le maire, au conseil municipal depuis 35 ans, croyait au projet et l'a défendu. La seconde vague a concerné la peur que l'entreprise qui allait être créée pour résorber le chômage localement ne suscite rapidement une concurrence qui aurait annihilé les efforts. Mais le soutien du tissu associatif et le portage du maire ont eu raison des réticences.

Quel bilan tirez-vous à Jouques aujourd'hui ?

L'entreprise ELAN (Entreprise Locale d'Activités Nouvelles) a été créée fin décembre 2016, et elle a recruté ses premiers salariés début avril 2017. Avec l'association des « Amis de Jouques », qui existe

depuis 40 ans, elle conçoit des promenades historiques et architecturales dans le village, organise des balades en vélo électrique. Elle a installé un bureau à l'office de Tourisme, où elle vend ses prestations. D'autres activités sont également développées : ressourcerie, services aux artisans commerçants. À ce jour, 17 anciens chômeurs ont retrouvé du travail. La croissance est limitée par le manque de locaux. Nous avancerons progressivement. Nous visons d'arriver à 70 emplois créés dans un an.

Qu'en disent les communes alentour ?

Elles sont intéressées, évidemment. Les élus de Peyrolles, de Meyrargues... connaissent bien le projet et nous envient. Mais c'est une envie bienveillante, sans jalousie et avec regard soutenant.

Est-il possible, à votre avis, d'étendre le dispositif à d'autres territoires ? Comment s'y prendre ?

Oui, bien sûr, c'est tout à fait possible. On peut et il faut préparer d'autres territoires. Mais cela nécessite un travail en amont, pour articuler les forces locales existantes (administration, élus, tissu associatif...), et estimer leurs complémentarités. À Jouques, il nous a fallu plus de deux ans pour mobiliser les différentes strates.

Propos recueillis par Julien MOTTE

AGENDA

■ 30 juin : Paris (75)

Réunion des relais chrétiens auprès des élus locaux :
« Projet républicain, parole publique : la confiance comme enjeu politique »

Avec, notamment, Philippe PORTIER, Olivier ABEL

Lieu : Conférence des Evêques de France,
58 avenue de Breteuil 75007

Renseignements, inscription auprès de Chrétiens en FORUM
Tél. : 01 43 31 74 74 // Mail : contact@forum.cef.fr
Retrouvez le détail de notre agenda sur : www.forum.cef.fr